

**2 octobre 2015**

## **À la veille de la Conférence de Paris sur le climat, Québec solidaire capitule**

Peut-être avez-vous lu le communiqué de presse de Québec solidaire du 30 septembre concernant « ...la cible de réduction des émissions de GES » :

« 30 septembre 2015 — [Communiqués de presse](#)

### **« Consultations sur la cible de réduction des émissions de GES – "Le Québec doit adopter une cible ambitieuse et agir avec cohérence" »**

« La députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques et porte-parole de Québec solidaire en matière d'environnement, Manon Massé, participera à la Commission parlementaire sur la cible québécoise de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

« "Avec la Conférence de Paris qui arrive à grands pas, la communauté internationale ne peut plus échouer. Si des pays comme le Québec ne montrent pas la voie avec les objectifs les plus ambitieux, il sera impossible d'en arriver à un consensus international. Le Québec a raison d'être fier de certaines avancées dans la lutte aux changements climatiques, mais nous ne partageons pas l'optimisme d'atteindre la cible de réduction de 20% pour 2020. [Ce qui implique l'accord avec la cible Libéral puisque le parti ne propose aucune autre cible. NDLR] Si nous voulons être pris au sérieux, nous devons dire non aux pipelines et tourner le dos aux méga-projets industriels comme la cimenterie de Port Daniel et le projet de saccage d'Anticosti." [Et la Gaspésie, le Golfe ? NDLR]

« Québec solidaire propose depuis des années d'engager le Québec à avoir des objectifs de réduction d'émissions de GES qui correspondent aux consensus de la communauté scientifique : réduire les émissions de l'ordre de 95% [Quand? NDLR] et atteindre la neutralité carbone en 2100. [soit, sans objectifs intermédiaires, aux Calendes grecques NDLR] "Chaque année de délai supplémentaire est une année qui nous éloigne de notre but : éviter l'augmentation de 2 degrés qui aura des impacts très coûteux pour la collectivité", rappelle Mme Massé. »

Le problème de ce communiqué c'est que les cibles du programme de Québec solidaire n'y figurent nullement et qu'au contraire on cautionne la cible de 20% du gouvernement sous couvert de le critiquer parce qu'il ne prend pas les moyens de l'atteindre. Il y a de limites à la recherche éperdue de « consensus » jetant aux poubelles le programme du parti.

Je rappelle les termes de la plate-forme électorale de 2014 :

#### « 3.1 ÉNERGIE ET CLIMAT

Québec solidaire réduira les émissions de gaz à effet de serre de 40% d'ici 2020 et de 95% d'ici 2050 [Je souligne, NDLR] grâce à :

- a. un plan pour abandonner l'énergie fossile d'ici 2030;
- b. l'interdiction d'explorer ou de produire de l'énergie fossile ou nucléaire »

Le communiqué dénonce les oléoducs et le pétrole de schiste d'Anticosti mais « oublie » le pétrole dit conventionnel de la Gaspésie et même celui du Golfe (Old Harry). De tels « oublies » sont significatifs en politique. Elle signifie que la porte est ouverte moyennant, bien sûr, mille et une conditions à la mode du NPD par rapport à l'oléoduc Énergie-est

Est-ce que nos cibles auraient mal vieilles ? David Suzuki qui n'a rien d'un radical affirme que « pour faire une véritable transition, [...] [i] faut se fixer un échéancier pour sortir complètement des combustibles fossiles, non pas dans 40 ans, mais au maximum d'ici 20 ans. » ([Le Devoir](#), 30/09/15). Ce modéré dit 2035, on dit 2030. On n'est donc pas dans le champ.

Quant au GIEC, cité de travers par le communiqué,

« [p]our que l'affaire soit compréhensible par chacun-e, il convient de rappeler les principales données du problème telles qu'elles figurent dans le 4e rapport du GIEC et dans le rapport « Emissions gap » du PNUE :

- contenir le réchauffement au-dessous de 2°C n'est possible que si la concentration atmosphérique en gaz à effet de serre ne dépasse pas 450 à 490 ppm (parts par million

en volume) et si la concentration en CO<sub>2</sub> ne dépasse pas 350 à 400 ppm (elle vient de franchir ce seuil en mars dernier) [Je souligne, NDLR] ;

- respecter cette contrainte implique à son tour que le volume des émissions mondiales diminue de 50 à 85% d'ici 2050 – en commençant au plus tard en 2015- pour devenir négatif à la fin du siècle ;
- en tenant compte du principe de la responsabilité commune mais différenciée (c'est-à-dire de la responsabilité historique de chaque pays), l'objectif de réduction des pays développés devrait être de 25 à 40% en 2020 et de 80 à 95% en 2050 ; » (Daniel Tanuro, ESSF, [1/06/15](#))

Ceci dit,

« le choix de 2°C comme seuil de dangerosité est très contestable. Les 2°C ont été popularisés par une étude de l'économiste Nordhaus, qui avait choisi ce chiffre parce qu'il semblait correspondre à un doublement de la concentration atmosphérique en CO<sub>2</sub>. Dès 1990, un rapport du Stockholm Environment Institute estimait préférable de ne pas dépasser 1°C, mais les « 2°C maxi » se sont imposés quand la Commission européenne, en 1996, en a fait son objectif. Pour autant, la messe est loin d'être dite. A Cancun, plus de cent pays – petits Etats insulaires et « pays les moins développés » – ont relancé l'appel pour que le niveau de dangerosité soit fixé à 1,5°C. » (Daniel Tanuro, ESSF, [25/08/15](#))

Y a-t-il urgence ?

« The Greenhouse Gas Bulletin montre que, loin de tomber, la concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère a en fait augmenté l'an dernier au rythme le plus rapide depuis près de 30 ans. » (World Meteorological Organisation, [9/09/14](#), ma traduction)

Plus généralement,

- La courbe des concentrations atmosphériques en gaz à effet de serre en fonction du temps est une exponentielle ;
- la courbe du nombre d'espèces qui disparaissent en fonction du temps est une exponentielle ;
- l'augmentation de l'acidité des océans en fonction du temps est une exponentielle ;
- la quantité de sols détruits est une exponentielle ;
- la quantité de phosphates et de nitrates rejetés dans les mers également. »

(Daniel Tanuro, ESSF, [28/07/15](#))

Étant donné le retard pris (dépassement de la concentration de 400 ppm, non diminution des émanations à partir de 2015), la cible de 2 degrés imprudemment trop élevé et la perte de contrôle (les courbes exponentielles), le programme du parti a raison de s'en tenir au haut de la fourchette des recommandations du GIEC.

À l'échéance du premier octobre prévu pour les plans nationaux en vue de la Conférence de Paris, « [I]a combinaison des plans climatiques nationaux, s'ils étaient appliqués [un gros gros si, NDLR], ramènerait le réchauffement mondial à 2,7 °C à l'horizon 2100 », indiquent, pour leur part, des experts du Climate Action Tracker (CAT) » (Le Monde, [1/10/15](#)).

À la veille de la Conférence de Paris, l'heure est venue d'un combat acharné, tout en dénonçant les autres partis, contre la direction de Québec solidaire, endormie par le « parlement », à mener sur la place publique aussi bien qu'à l'interne. Pour ça les membres ont un outil, le [mémoire](#) qu'a fait la Commission thématique sur l'environnement il y a deux ans et que la direction a supprimé et même fait supprimer par des sites hors parti. J'avais alors fait des [commentaires](#) qui auraient pu renforcé le mémoire tout en montrant ces limites qui peuvent être corrigées.

Ce n'est donc pas le temps de laisser tomber les échéances intermédiaires de 2020 à 2050, surtout les plus rapprochées y compris 2020. Il faut mettre le paquet ce qui signifie dès maintenant un gigantesque programme public de « grands travaux écologiques » comme le disait le parti lors de la campagne électorale de 2008. Montréal est déjà un vaste chantier mais écologiquement inutile parce qu'on refait tout à l'identique « à la Turcot ». En prime ces vastes

chantiers dans les secteurs du logement, des transports, de l'agriculture et de l'énergie permettraient le plein emploi écologique résolvant ainsi l'énigme d'un développement économique antilibéral.

Si on n'est pas capable de respecter les échéances rapprochées, on ajustera le temps venu mais pas avant. Bon dieu, il ne faut pas envoyer le message d'une capitulation sans combat à la mode des directions syndicales en laissant tomber les cibles votées en congrès. Le financement ? Par une drastique réforme fiscale et par la Banque d'État d'un Québec indépendant. Cette indépendance écologique et solidaire est à faire maintenant dans la rue, à la mode de la Catalogne, sur la base d'une « grève sociale » dont la lutte contre l'austérité, y compris le renouvellement des conventions collectives du secteur public, donne le signal.

**Marc Bonhomme, 2 octobre 2015**

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)